



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/SPC/42/L.27*
24 novembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session
COMMISSION POLITIQUE SPECIALE
Point 75 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER SUR LES PRATIQUES
ISRAELIENNES AFFECTANT LES DROITS DE L'HOMME DE LA POPULATION
DES TERRITOIRES OCCUPES

Afghanistan, Bangladesh, Cuba, Egypte, Inde, Indonésie,
Madagascar, Malaisie, Nicaragua, Pakistan, Sénégal et
Yémen** : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions du Conseil de sécurité 468 (1980) du 8 mai 1980,
469 (1980) du 20 mai 1980 et 484 (1980) du 19 décembre 1980,

Rappelant également ses propres résolutions 36/147 D du 16 décembre 1981,
37/88 D du 10 décembre 1982, 38/79 E du 15 décembre 1983, 39/95 E du
14 décembre 1984, 40/161 E du 16 décembre 1985 et 41/63 E du 3 décembre 1986,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général du 10 août 1987 1/,

Profondément préoccupée de l'expulsion, par les autorités militaires
d'occupation israéliennes, du maire d'Halhoul, du maire d'Hébron, qui est décédé
depuis lors, du juge islamique d'Hébron et, en 1985, 1986 et 1987, d'autres
Palestiniens,

Alarmée par l'expulsion des territoires palestiniens occupés de nombreux
dirigeants palestiniens, en 1985, 1986 et 1987, par les autorités militaires
d'occupation israéliennes,

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

** Au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui font
partie du Groupe des Etats arabes.

1/ A/42/461.

Rappelant la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 2/, en particulier l'article premier et le premier alinéa de l'article 49, qui sont libellés comme suit :

"Article premier

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances.

Article 49

Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées du territoire occupé dans le territoire de la puissance occupante ou dans celui de tout autre Etat, occupé ou non, sont interdits, quel qu'en soit le motif...",

Réaffirmant que la Convention de Genève s'applique aux territoires palestiniens et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem,

1. Condamne énergiquement Israël, puissance occupante, pour son refus persistant de respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale;
2. Exige que le Gouvernement d'Israël, puissance occupante, rapporte les mesures illégales que les autorités militaires d'occupation israéliennes ont prises en expulsant le maire d'Halhoul, le juge islamique d'Hébron et, en 1985, 1986 et 1987, d'autres dirigeants palestiniens et qu'il facilite le retour immédiat des Palestiniens expulsés, afin qu'ils puissent, notamment, reprendre les fonctions auxquelles ils ont été élus ou nommés;
3. Demande qu'Israël, puissance occupante, cesse immédiatement d'expulser des Palestiniens et respecte scrupuleusement les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949;
4. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte aussitôt que possible, et au plus tard au début de sa quarante-troisième session, de l'application de la présente résolution.
